

Le nouveau parti présidentiel HVM s'engage dans la voie de ses prédécesseurs en désignant un bureau national, composé presque exclusivement de proches collaborateurs du chef de l'Etat, sans congrès et sans que les militants de base aient été associés. Le parti est promu à un bel avenir tant que son fondateur sera au pouvoir, prédisent les observateurs. Les régimes changent, les pratiques clientélistes demeurent. Le parti a constitué son groupe parlementaire. Il est le 5ème à se faire reconnaître, après le Leader Fanilo, le parti Vert, le VPM et le TIM. Ce dernier, qui possède 21 élus, sera le plus nombreux. Les 49 députés Mapar d'Andry Rajoelina devront en effet se partager entre plusieurs groupes. Le VPM de Hajo Andrianainarivelo, candidat malheureux à la présidentielle, ne compte que 14 élus. Les indépendants choisiront les groupes parlementaires de leur choix, dont le HVM du chef de l'Etat, qui ne compte jusqu'ici qu'une dizaine d'élus. L'attitude des indépendants constitue un facteur de blocage à la mise en place des groupes. Leur indécision se trouve à l'origine de plusieurs reports de la date limite du dépôt des dossiers.

L'ex-parti présidentiel TIM de Marc Ravalomanana, toujours membre de la plateforme présidentielle PMP, tente de se remettre en ordre de marche pour affronter les prochaines échéances électorales : les communales probablement en octobre ou novembre, puis les régionales. L'animateur du TIM, Guy Rivo Randrianarisoa, affirme que des dissidents ont déjà rejoint le bercail mais d'autres ont fait défection pour rallier le Mapar d'Andry Rajoelina. Les structures du parti sont encore contestés par le camp du ministre Roland Ravatomanga qui voudrait à tout prix imposer sa mainmise sur la direction du TIM. Une convention régissant provisoirement la direction de l'ancien parti majoritaire sera proposée à Marc Ravalomanana par son épouse. Le but avoué des partisans de l'ancien président est notamment de repartir à la conquête de la mairie de la capitale. La victoire serait pour eux une sorte de revanche car la défaite du candidat du TIM et la victoire d'Andry Rajoelina à l'élection municipale d'Antananarivo, en 2007, a donné le véritable coup d'envoi à la crise de début 2009. Une éventuelle candidature de Lalao Ravalomanana est évoquée mais le projet de reconquête risque d'être contrarié par l'exécutif qui envisage de revoir le découpage électoral sur l'ensemble de la Grande île et de scinder la commune d'Antananarivo en 6 entités, dotées chacune d'un maire élu. Un éclatement de la commune qui délésterait le chef de l'État du poids d'un maire fort qui risquerait de l'éclipser.

Les controverses au sujet des « avantages » et « privilèges » revendiqués par les députés nouvellement élus, toutes tendances confondues, ont largement occupé le devant de la scène politique. La session parlementaire s'est poursuivie sans qu'aucun texte de loi n'ait encore été transmis par le gouvernement et examiné. « *Cela fait 36 jours que les députés se penchent sur leurs intérêts personnels* », déplore *Tananews* du 10 juin. Le gouvernement fait porter la responsabilité de la situation sur les parlementaires, mobilisés par les « *affaires internes* » de leur assemblée : revendications portant sur les « *avantages* » des élus, refus de déclaration de patrimoine et difficile constitution des groupes parlementaires.

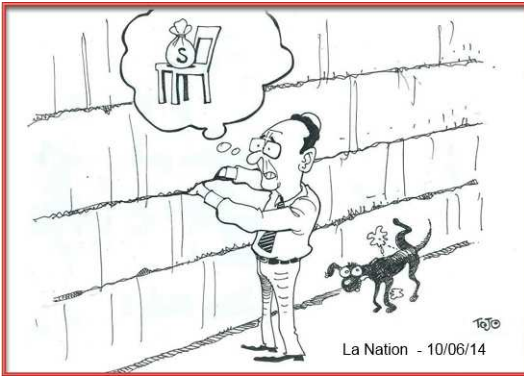


Un important groupe de députés a menacé le gouvernement du vote d'une motion de censure, initialement pour dénoncer sa passivité dans la gestion de l'insécurité dans le Sud, mais surtout, par la suite, pour obtenir gain de cause au sujet de leurs « *avantages* » et du règlement de leurs indemnités non encore réglées. Le premier ministre s'est efforcé de désamorcer la manœuvre en s'engageant à rechercher un terrain d'entente sur les revendications jugées « *raisonnables* ». La presse fait remarquer que la communauté internationale, particulièrement, les bailleurs de fonds, suivent de près cette agitation, qui augurerait mal de la volonté des élus de rétablir la bonne gouvernance et de s'adhérer aux principes martelés par le chef de l'Etat depuis sa

prise de fonction. Certains leaders politiques dénoncent le « *chantage* » auquel se sont livrés les députés et reprochent au pouvoir d'avoir « *cédé à leurs caprices* ».

Deux courants politiques minoritaires qui se réclament de l'opposition officielle sont entrés en compétition. Un conclave des opposants est annoncé pour les 21 et 22 juin par l'un d'entre eux, avec pour objectif de désigner le chef de l'opposition qui jouira des privilèges que la Constitution accorde à cette fonction. Le ministre de l'intérieur a refusé à l'un des courants de pouvoir prétendre à ce rôle, son auto-désignation ne respectant pas les « *les dispositions mentionnées dans le statut de l'opposition* ». Les anciens « *parlementaires* » de la Transition ne veulent pas se faire oublier. 80 d'entre eux ont annoncé la création d'une amicale. Ils déclarent vouloir prendre part à la vie nationale et ambitionnent de retrouver un siège à l'occasion des prochains scrutins. Le Mapar d'Andry Rajoelina a essuyé les vives critiques de Hery Rajaonarimampianina qui accuse ses anciens compagnons de « *manœuvres politiques* » en tentant d'exploiter les litiges fonciers qui ont défrayé récemment la chronique dans la capitale. Pourtant, le Mapar ne veut, en aucun cas, se placer dans l'opposition. Il justifie sa position par le fait que

le président de la République a été soutenu lors de la présidentielle par des partisans pro-Rajoelina, bien que le président semble déterminé à se libérer totalement de son ancien mentor.



Le président de la République, accompagné d'une importante délégation, s'est rendu en visite officielle en Israël en vue de relancer la coopération, notamment dans le domaine de la défense. Ce voyage se situerait dans le prolongement des contacts pris par Andry Rajoelina en vue d'acquérir des équipements militaires destinés à lutter contre l'insécurité et à renforcer le contrôle des frontières maritimes, pour endiguer les trafics de bois précieux et les exploitations illicites des richesses sous-marines. A son retour, le chef de l'Etat a démenti qu'un accord formel ait été conclu avec Israël en matière d'armement. La coopération resterait à formaliser. L'exécutif aurait décidé d'élargir la prospection à d'autres pays.

Le directeur de la maison centrale d'Antanimora lance un appel à l'Etat : il a grand besoin de plus de crédit pour nourrir les prisonniers. Les crédits alloués sont largement insuffisants pour assurer un minimum de subsistance aux 3.000 détenus de son établissement, dont la capacité d'accueil n'est que de 800 détenus.

Un vaste projet de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme et les voyages (ESET), baptisé « Ne détournez pas le regard » a été lancé. Il vise à mettre en place des procédures de signalement, notamment en milieu hôtelier. Il est piloté par ECPAT France, une association membre du réseau international ECPAT. La prostitution enfantine existe depuis des années à Madagascar mais tend à se banaliser. Le rapport du comité des droits de l'enfant des Nations unies de février 2012 faisait état, à ce propos, d'une « *profonde inquiétude* ».

Plus d'un million d'enfants se trouvent en dehors de l'école et le taux d'abandon scolaire atteint 60% entre les deux premières années du primaire, selon le ministère. Paul Rabary, appuyé par les partenaires techniques et financiers, dont l'Unicef, compte principalement sur l'allègement des charges parentales par l'octroi des kits scolaires, le développement de cantines et la suppression des droits d'inscription. L'organisme onusien déploiera des experts nationaux et internationaux pour la mise en œuvre du programme. Un demi-million d'élèves sont à réinsérer entre juin et octobre.

Les enseignants FRAM maintiennent la pression sur le gouvernement pour le règlement de leurs arriérés de subvention et leur recrutement dans la fonction publique. Ils sont actuellement plus de 64.000 répartis dans les différentes circonscriptions scolaires.

L'envoi de travailleurs à l'étranger, jusqu'ici suspendu, pourrait être envisagé après mise en place de structures pour assurer leur sécurité dans le pays d'accueil, assure le ministre de la fonction publique, du travail et des lois sociales, qui estime qu'un délai de deux mois est suffisant pour mettre en place le dispositif. La moralisation de l'activité des agences de placement serait cependant encore loin d'être acquise. Depuis la suspension de l'envoi de travailleurs à l'étranger, certaines agences contournent l'interdiction en choisissant des îles voisines comme lieu de transit. D'après le ministère, les trafiquants d'êtres humains perçoivent jusqu'à 40 milliards Ar de bénéfices pour chaque travailleur envoyé à l'étranger. L'émissaire d'une agence de placement d'Arabie Saoudite a rencontré la ministre de la population. Il affirme que chaque année son pays a une capacité d'accueil de plus de 100.000 nouveaux travailleurs. La France ne fait pas de ce retour une priorité, selon l'ambassadeur François Goldblatt.

La question du retour de Marc Ravalomanana a été abordée lors de sa rencontre en Afrique avec Hery Rajaonarimampianina mais aucune information n'a filtré de ces échanges. Un accord confidentiel aurait pu être conclu. La question de la compensation des pertes occasionnées par les pillages du « *lundi noir* » du 26 janvier 2009 ayant causé la faillite du groupe Tiko aurait également été évoquée. Un conseiller de l'ambassade des Etats-Unis rappelle que ce retour fait partie des engagements de la feuille de route. Le FFKM prépare une rencontre entre les quatre anciens présidents et l'actuel chef de l'Etat. Il espère pouvoir faire avancer le dossier du retour d'exil de Marc Ravalomanana. Le cas de l'exilé d'Afrique du Sud pourrait être abordé à l'occasion du déplacement du président de la République aux Etats-Unis, au mois d'août, pour assister au sommet Etats-Unis-Afrique, estime *Midi*.

Hery Rajaonarimampianina condamne la justice populaire. « *Il est grand temps de cesser ces vindictes populaires ! La justice populaire ne doit plus avoir sa place dans le processus de mise en place d'un Etat de droit* », déclare-t-il.

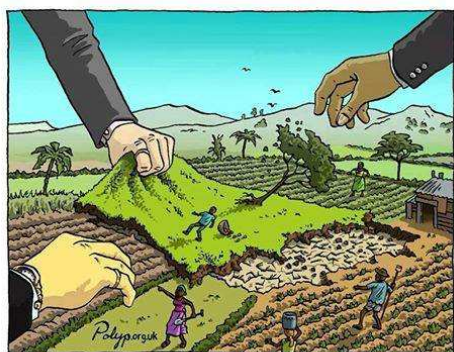
Les membres de l'association « Maherifon'ny firenena 2009 » revendent le transfert du général Raelina et du colonel Raymond Andrianjafy de la maison de force de Tsiafahy à la maison centrale d'Antanimora. Selon son président, ils sont 11 détenus politiques incarcérés dans cet établissement. Il rappelle que la libération des détenus politiques est inscrite dans la feuille de route. La fille du général Raelina alerte sur l'état de santé de son père. Avec un autre officier supérieur, il avait fait l'objet d'un « *PIL* » (pourvoi pour l'intérêt de la loi) décrété par la ministre de la justice et le président de la Transition. Pour nombre d'observateurs, cette affaire du 7 février n'a toujours pas été éclaircie, malgré les condamnations à perpétuité prononcées.

Le magistrat Jean-Louis Andrimifidy désigné directeur général du Bianco. Enseignant à l'école nationale de la magistrature (ENM), il a été procureur dans le Sud et l'Ouest du pays. Sa nomination est l'aboutissement d'une procédure de sélection qui comptait au départ près d'une cinquantaine de dossiers. Après avoir arrêté une « *short-list* » de 5 prétendants, le comité de sélection a présenté 3 finalistes au président de la République. Pour la première fois depuis sa création, le Bianco sera dirigé par un magistrat : les deux précédents DG étaient des gendarmes. « *Cela pourrait, en effet, améliorer la chaîne de la lutte* », se réjouit un juriste. Six affaires déferées à la justice par le Bianco sont en souffrance.

61 organisations de la société civile (OSC) bénéficient de fonds alloués au projet de gouvernance et de développement institutionnel (PGDI). Objectifs : la promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et de la redevabilité sociale. La Banque mondiale a débloqué 875 millions Ar. Les OSC bénéficiaires seront notées selon leurs performances. Selon la Banque, une hausse de la corruption a été constatée entre 2008 et 2012, conduisant à des pertes de 2,6 millions de dollars par an, soit 5% du PIB.

Les forces de l'ordre ont découvert un important trafic d'armes au port de Toamasina, en provenance d'Europe et en lien probable avec la recrudescence de l'insécurité dans le Sud. Des gradés pourraient être compromis. Trois présumés trafiquants d'armes ont été arrêtés à Betroka. Un parlementaire, un administrateur civil, des délégués communaux et des employés du service de la délivrance de port d'arme sont incriminés. Le n°3 du 1^{er} RFI d'Ivato, le lieutenant-colonel Roger Luc a été soupçonné d'être impliqué dans une affaire d'« *importation massive d'armes de troisième catégorie* » et de préparer une « *action pouvant porter atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat* ». Aucune charge n'a été retenue contre lui. Une vingtaine d'officiers supérieurs, proches de l'ancien président de la Transition, seraient soupçonnés d'être impliqués dans un projet de coup d'Etat. Des observateurs considèrent que ces rumeurs sont « *une manœuvre visant à faire taire les officiers et sous-officiers proches d'Andry Rajoelina* ».

Le premier ministre Kolo Roger s'est rendu à Toliara pour marquer le coup d'envoi de la lutte contre l'insécurité, à la tête d'une forte délégation gouvernementale et de députés, dont le président de l'assemblée nationale. Un déplacement qui arrive tardivement selon certains médias qui font le reproche au pouvoir de se désintéresser de la situation dans le Sud profond. L'insécurité rurale est pourtant devenue un facteur de blocage important de l'amélioration de la productivité agricole, elle fait obstacle également à la réduction de la pauvreté, selon une récente étude. 1.000 hommes seront envoyés dans la zone. L'opération « *coup d'arrêt* » appliquée dans le Sud sera poursuivie dans d'autres régions. *La Nation* se demande si c'est véritablement le recours à la force qui permettra de résoudre le problème de l'insécurité qui sévit tant en zone urbaine que dans le Grand Sud. L'universitaire et ancien ministre, Henry Rasamoelina, suggère l'implication personnelle du président de la République pour renforcer le climat de confiance entre gouvernants et gouvernés. La presse redoute également les abus perpétrés par des militaires en mission pour des opérations de sécurisation, comme cela a déjà été rapporté dans le passé et encore tout récemment. Un vingtaine de dahalo seraient tombés sous les balles des forces de l'ordre depuis le déplacement des autorités à Toliara. Le FFKM est prêt à réconcilier les civils qui se sont affrontés dans le Sud du pays, annonce la gendarmerie.



CCFD - TERRE SOLIDAIRE

Le collectif Tany redoute que la politique agricole du nouveau pouvoir ne tienne pas suffisamment compte de la nécessité de développer une agriculture familiale assurant des revenus décents à la majorité et respectant ses droits humains élémentaires. Sa crainte est que la priorité soit donnée à une agriculture basée sur de grandes exploitations agro-industrielles dominées par des investissements étrangers pratiquant une monoculture destinée principalement à l'exportation. En visite en Israël, Hery Rajaonarimampianina a évoqué avec ses interlocuteurs l'existence de près de 18 millions d'hectares de terres encore disponibles à Madagascar, laissant craindre que les projets d'agribusiness ne soient pas abandonnés.

Les conflits fonciers deviennent un problème national, telle est la conclusion qui se dégage d'un forum public dédié aux droits de l'homme et à l'utilisation des biens publics. Sur tout le territoire, les villageois accusent les investisseurs étrangers d'accaparer leurs terres. Selon le SIF, des milliers de personnes se trouvent actuellement sans abri après avoir perdu une bataille foncière qui les oppose dans la majorité des cas à des sociétés étrangères. Le problème est que ces exploitants ne disposent

d'aucun titre foncier légal. Ces personnes, même sans titre de propriété, ont pourtant le droit d'occuper un terrain domanial mais elles ignorent leurs droits et les textes qui les y autorisent ne sont pas appliqués. Le SIF entend se positionner en intermédiaire entre la population et l'acheteur du terrain, afin de prodiguer ses conseils. 56 députés ont demandé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les litiges fonciers.

L'EITI lève les sanctions qui frappaient Madagascar depuis octobre 2011. La Grande île est de nouveau admise comme pays candidat. La partie malgache va pouvoir se consacrer à l'obtention de la conformité au processus à travers la réalisation d'un nouveau rapport de réconciliation qui concernera les années 2012 et 2013 et qui devrait être soumis à la validation du conseil d'administration de l'EITI en septembre.

Le consul honoraire de Madagascar à Hong Kong, Hui Chi Ming, mis en cause par *La Nation* dans l'affaire des 34 conteneurs de bois de rose saisis à Mombassa. La cargaison avait pour destination Hong Kong. Hui Chi Ming n'est autre que le président du CA et l'actionnaire majoritaire de la banque BCIM dont l'agrément a été retiré, menaçant de ruine ses clients. Les autorités de Singapour ont intercepté une cargaison de 29.000 rondins de bois de rose. Cette saisie est considérée comme la plus importante jamais réalisée au niveau international. Le président du parti fédéraliste de Madagascar (PFM) et ancien président de la commission d'enquête du CST, Henri Lecacheur, se dit prêt à prêter main forte aux autorités dans la lutte contre le trafic de bois de rose mais il prévient que la tâche est malaisée, du fait de la complicité dans les régions entre les responsables des fokontany, les forces de l'ordre, la justice, l'administration territoriale et les douanes. La ministre de la Justice, Noeline Ramanantenasoa, estime que les preuves jusqu'ici déposées pour poursuivre les trafiquants sont insuffisantes. Le général Paza, secrétaire d'Etat à la gendarmerie, se déclare prêt à tirer sur les navires des trafiquants, si l'autorisation lui en est donnée. Trois équipes de la Banque mondiale effectuent une étude sur l'inventaire des stocks saisis. Ils cherchent à déterminer le processus d'acheminement des bois coupés vers les pays destinataires. Le baron du bois de rose, Jean-Pierre Laisoa a pris la parole à l'assemblée nationale avec plusieurs de ses pairs pour réclamer la légalisation du commerce de bois de rose. Le président de la République laisse entendre que les bois de rose saisis dernièrement au Kenya, en Tanzanie, à Singapour et dans d'autres pays feront l'objet d'un appel d'offre international pour les vendre sur place. Et ce, afin d'éviter le rapatriement qui serait trop coûteux pour le pays.

1.014 tortues protégées ont été saisies à Moroni. Elles provenaient de Mahajanga. Le but du trafic était de les expédier en Tanzanie, point de transit vers l'Asie. Cette saisie renforce l'estimation de l'ampleur du trafic de tortues à Madagascar. « *60.000 tortues, en moyenne, font l'objet de trafic chaque année* ». estime Turtle Survival Alliance.

Le coût de la dégradation environnementale dans la Grande île est estimé entre 450 et 500 millions de dollars par an, d'après une estimation de la Banque mondiale, soit 9 à 10 % du PIB.

Première rencontre entre le gouvernement et les partenaires techniques et financiers membres du « groupe international de soutien ». Une prise de contact dont l'objectif était de faire l'état des coopérations en cours et de tracer les grandes lignes des actions à venir, avec le souci d'une meilleure coordination de celles-ci, dans le cadre de la politique générale de l'État. La communauté internationale attend un passage à l'acte du gouvernement. Des mesures concrètes et quantifiables conditionnent les décaissements. L'ambassadeur de France indique que certaines réformes sont particulièrement attendues, sur des points tels que la bonne gouvernance, la justice, l'appui au secteur privé, la fiscalité, les finances publiques. Des propos qui manifestent une certaine impatience des partenaires vis-à-vis de la nouvelle équipe au pouvoir qui avait faire naître une grande espérance.

Le commissaire européen chargé du développement, Andris Piebalgs, en mission à Madagascar pour confirmer la reprise complète de la coopération au développement et lancer les discussions concernant la programmation des fonds de l'UE pour la période 2014-2020. Il souligne qu'une hausse de l'aide de l'UE est conditionnée par la bonne gouvernance et une justice équitable. L'Europe reste sur ses gardes. « *Si les objectifs ne sont pas remplis, il n'y aura pas de décaissement* », prévient Andris Piebalgs. Le commissaire indique enfin que Madagascar ne peut pas compter sur l'aide de l'UE pour défendre sa position sur les questions des îles Eparses.

Signature d'une convention relative au plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement, qui couvre la période 2015-2019. Les agences des Nations unies doivent maintenant élaborer leurs programmes et leurs plans d'action, afin de pouvoir mobiliser les ressources financières des partenaires. Le plan signé se doit d'être en phase avec les orientations et les objectifs du PGE et être élaboré conjointement par « *l'équipe pays* » du SNU et le gouvernement.

Signature du « document cadre de programmation pays 2014-2019 », entre la FAO et le gouvernement. Il porte sur les domaines suivants : intensification durable et profitable de la production agricole, éducation et promotion de la nutrition, gouvernance et gestion durable des ressources naturelles, renforcement de la résilience des ménages face aux conséquences de l'adaptation au changement climatique.

Reprise de l'AGOA : le dossier de Madagascar sera examiné à Washington au mois d'août, d'après un conseiller de l'ambassade des États-Unis. « *La restauration de l'AGOA est une autre décision qui n'est pas encore prise* », a souligné le diplomate.